

IDÉES NOIRES SOUS GILETS JAUNES...

Dans la diversité du mouvement des *Gilets-jaunes*, le courant le plus proche des idées libertaires prend de plus en plus d'ampleur. C'est celui qui a réalisé à Saint-Nazaire, du 5 au 7 avril, la deuxième «*Assemblée des assemblées*», développant de manière considérable la première de ces rencontres, qui avait eu lieu à Commercy les 26 et 27 janvier. Les déclarations finales de ce week-end d'avril ne laissent aucun doute sur la radicalité de ce courant, qui n'en maintient pas moins fermement les revendications les plus consensuelles et fondamentales du mouvement tout entier, à savoir la justice fiscale, l'augmentation des bas revenus, la préservation des services publics, une transition écologique socialement juste et une démocratisation de la sphère politique. S'appuyant sur cette base minimale commune, l'*Assemblée des assemblées* de Saint-Nazaire envoie des appels nettement plus ambitieux, qui sont à présent soumis aux assemblées locales pour être rediscutés et validés ou amendés.

- L'appel «*pour les assemblées citoyennes*» invite la population tout entière à se réapproprier le pouvoir politique en créant «*dans chaque commune de France où cela est possible une ou plusieurs assemblées citoyennes et populaires*», qui pourront se fédérer en réseau pour échanger leurs expériences. Cela peut passer ou non par la présentation d'une liste aux élections municipales.

- L'appel «*pour une convergence écologique*» remarque que «*c'est la même logique d'exploitation infinie du capitalisme qui détruit les êtres humains et la vie sur Terre*», que les biens communs nécessaires à la vie ne peuvent être des marchandises, que les ressources doivent être partagées et la production contrôlée, bref que c'est au système économique dans son ensemble qu'il faut s'attaquer.

- L'appel «*pour l'annulation des peines*» exige l'annulation de toutes les condamnations et poursuites prononcées à l'occasion de cette lutte, ainsi que la défense des libertés et droits fondamentaux, et le retrait de la loi «*anticasseurs*».

- L'appel «*à l'action et à la mobilisation pour la période des élections européennes*» rappelle que ces élections sont une mascarade puisque le parlement européen n'a aucun pouvoir et que la Commission qui décide de tout est nommée directement par les chefs d'État sans aucun contrôle d'aucune sorte. Il propose donc des actions d'information et de dérision par rapport à cette tromperie, ainsi qu'une convergence des peuples européens à Bruxelles pour «*construire l'Europe des peuples*» et jeter les bases «*d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs*».

Un mouvement de plus en plus lucide et radical

Si l'on doutait du caractère anticapitaliste, anti-étatiste ou internationaliste du mouvement, voilà de quoi rassurer, du moins pour ce qui concerne ce courant, qui rassemblait à Saint-Nazaire environ 250 délégations. Quant à savoir précisément quelle part du mouvement total est en accord avec cette tendance, c'est à peu près impossible à chiffrer, mais des participants bien renseignés estiment que plus de la moitié des *Gilets-jaunes* y sont favorables.

Il n'est sans doute pas nécessaire de rappeler à quel point, dans les assemblées de *Gilets-jaunes*, l'organisation des débats et le contrôle des mandats est conforme au fonctionnement libertaire; cette évolution des pratiques est maintenant bien installée dans la plupart des mouvements sociaux.

Ce qui est plus étonnant et plus encourageant pour l'avenir, c'est la rapidité avec laquelle s'est répandue l'analyse des véritables causes des injustices sociales et des dégâts environnementaux. Alors que la plupart des associations de gauche s'en remettent encore à l'État pour sauver les populations et les biens communs contre la prédation des entreprises et des banques, ce mouvement-ci s'attaque en premier lieu à l'État, en lui reprochant précisément de favoriser les riches et de semer légalement la précarité, et de plus

en plus nombreux sont ceux qui comprennent que des politiciens professionnels ne pourront jamais faire autre chose, tant ils sont coupés des réalités du peuple, indifférents à elles, pourris par leurs collusions avec les possédants et possédants eux-mêmes. De là à mettre en question le principe même de la démocratie représentative, il n'y a qu'un pas, que certains ont déjà franchi et que beaucoup d'autres pourraient bientôt franchir si nous continuons à mettre en évidence le lien incontournable entre l'économie capitaliste et cette classe politique séparée de la société. La demande d'instaurer un «*référendum d'initiative citoyenne*», toute maladroite et insuffisante qu'elle soit, est un symptôme de mise en question de la représentation, puisque c'est bien parce qu'ils ne se sentent pas «*représentés*» que des citoyens ordinaires veulent pouvoir présenter eux-mêmes un projet de loi ou la suppression d'une loi, la révocation d'un élu ou une modification de la Constitution. La désillusion vis-à-vis de l'État se manifeste aussi par le refus massif du «*Grand-débat*», et elle est constamment alimentée par le déchaînement de violence contre les manifestants, qui a révélé à beaucoup de gens la vraie signification du «*monopole de la violence légitime*». D'autres signes du désir de démocratie directe sont partagés par l'ensemble du mouvement, comme la mise à l'écart des «*leaders autoproclamés*» qui ne règnent plus que sur les moyens virtuels, et la très grande méfiance envers toute récupération par des partis politiques, syndicats ou factions électoralistes qui naîtraient de l'intérieur du mouvement.

La convergence par le municipalisme libertaire

Cette méfiance, tout à fait lucide et justifiée, donne peut-être à certains d'entre nous trop de scrupules pour intervenir dans le mouvement afin de le pousser dans le sens libertaire, alors que celui-ci semble pourtant être l'aboutissement logique de sa prise de conscience et de ses revendications. Or ces scrupules, au vu du processus engagé à Commercy puis à Saint-Nazaire, n'ont plus de raison d'être. Car les initiateurs de ces assemblées n'ont pas eu besoin de participants anarchistes pour trouver une orientation libertaire: ils l'ont rencontrée dans l'œuvre de Murray Bookchin et sa proposition de municipalisme libertaire. Quelles sont les grandes lignes de cette proposition?

Dès les années 1960, Bookchin (parmi d'autres) dénonçait les ravages potentiellement irréversibles d'un mode de production qui ne peut se maintenir sans une augmentation constante du profit à destination des actionnaires, et d'un mode de consommation fondé sur la création illimitée de besoins artificiels. Il montrait la collusion des États et des grandes multinationales en matière d'énergies qui, au lieu de favoriser les techniques renouvelables non polluantes, investissaient massivement dans le nucléaire, sans égard pour ses dangers pourtant bien connus, ainsi que dans de nouveaux modes d'extraction d'hydrocarbures. Il dénonçait déjà la culpabilisation des classes moyennes au motif qu'elles achetaient des maisons en périphérie urbaine et se déplaçaient en voiture, alors que tout l'aménagement du territoire et des transports avait été délibérément orienté vers ce type de marchandises. Face au cynisme des décideurs et à l'inconscience d'une grande partie des populations, Bookchin fonda l'écologie sociale, dont le municipalisme libertaire est le volet politique. L'écologie sociale consiste à reconstituer des «*cités*» à l'échelle humaine en recréant dans chaque quartier de mégapole et dans chaque désert suburbain l'ensemble des services et des activités nécessaires à la bonne vie. Pour éviter les choix aberrants dictés par la folie du profit et de la domination, toutes les décisions concernant la production du nécessaire, sa répartition, l'énergie, les aménagements du territoire, etc..., doivent être prises par les assemblées des habitants, en fonction de leurs besoins et de leurs ressources propres. La délibération en assemblée permet à chacun d'entendre des points de vue différents du sien et de passer ainsi d'un jugement unilatéral à un jugement élargi. Par ailleurs, l'absence de grandes différences de propriété et de toute hiérarchie enlève toute possibilité de pression ou d'imposition d'une décision par des personnes avides de pouvoir. Quant à l'argument de la complexité des questions et de l'incompétence des gens ordinaires, il peut être balayé facilement - cela fait 2.500 ans qu'il a été balayé par Aristote dans sa *Politique*: pour juger de la meilleure option même dans une matière technique, il n'y a pas besoin d'être un expert, il suffit de savoir comprendre des informations et des arguments, et de savoir évaluer les conséquences des différents choix. Certes cela demande un certain entraînement, mais un entraînement qu'on acquiert sur le tas, en allant chercher l'information où elle se trouve et en apprenant au fil des expériences. Sans compter que, dès que l'instruction scolaire ne serait plus sous la coupe des gouvernements oligarchiques, les enfants acquerraient ces capacités d'évaluation au sein même des cours et des assemblées internes à l'école.

Du court terme au long terme

En écho à cette proposition de Bookchin, la partie la plus avancée du mouvement des *Gilets-jaunes* appelle à former des assemblées locales durables, réunissant tous les habitants d'un village ou d'un quartier, pour délibérer sur toutes les questions de l'aménagement de la vie en commun. Ces assemblées pourraient

soit constituer un contre-pouvoir assez puissant pour faire pression sur les décisions des autorités officielles, soit prendre le pouvoir municipal lui-même pour le faire fonctionner de façon assembléiste. (On peut se rendre compte de l'étendue des pouvoirs communaux et de leur possible gestion en commun en consultant le site de la commune de Saillans dans la Drôme, où une démocratie participative fonctionne depuis quelques années, quoique sans référence à la tradition libertaire et d'une manière encore partielle).

Les différentes étapes de la reprise du pouvoir local, puis sa possible fédération en réseau régional, ont également été dispensées et partiellement expérimentées par les écologistes sociaux autour de Bookchin, et c'est pourquoi ses œuvres constituent une mine de renseignements tant théoriques que pratiques. Par exemple, sur l'avancée graduelle depuis les revendications les plus basiques jusqu'à l'objectif complet, Bookchin est très clair tout en laissant ouvert le processus: *«Dans un programme, les buts immédiats servent à attirer les gens pour qu'ils en viennent plus tard à soutenir les buts éloignés. Des gens pourraient bien voter pour un candidat municipaliste libertaire parce qu'ils sont d'accord avec les buts immédiats du programme; et, au début, il est possible qu'ils soient d'accord ou non avec les buts éloignés. (...) Un mouvement municipaliste libertaire devra, bien sûr, se battre pour réparer des injustices précises, et cela doit faire partie de son programme, en même temps qu'il lutte pour des buts plus vastes de liberté et de démocratie directe. Mais si nous ne faisons que combattre les injustices, sans offrir un idéal de liberté, nous ne nous attaquerons pas à la racine des injustices que nous voulons corriger. (...) Les municipalistes libertaires commencent par réclamer la justice sur des questions particulières de la vie quotidienne, des revendications qui lancent un défi à divers intérêts capitalistes comme l'immobilier, la construction, le commerce de détail, etc... Le mouvement grandit et grandit, en même temps qu'il réclame à l'État fédéré ou à l'État-nation, par les assemblées populaires, de plus en plus de pouvoir. C'est un processus dynamique qui suppose un accroissement constant des institutions potentiellement démocratiques. (...) Il lui faudra affronter le capitalisme et l'État à chaque pas en avant et les repousser aussi loin que possible jusqu'à ce que la confrontation atteigne des proportions révolutionnaires. A compter de ce moment, les circonstances elles-mêmes décideront quelles approches, quelles mesures ou (pour employer un mot que je n'aime pas) quelles tactiques le mouvement devra adopter».*

Conclusion: une alliance à saisir.

Ces quelques exemples, que l'on pourrait multiplier, montrent que les appels de Saint-Nazaire *«pour des assemblées citoyennes»* et *«pour une convergence écologique»* sont en accord étroit avec la proposition du municipalisme libertaire.

Depuis le temps que cette proposition existait, portée seulement par une petite minorité de militants, il lui manquait justement ce qui est en train de se passer: d'être adoptée spontanément et de sa propre initiative par une population nombreuse dans toute sa diversité, qui a déjà commencé à la mettre en pratique pour les besoins de la lutte et est sur le point de passer à son prolongement dans des institutions plus pérennes d'organisation de la vie commune.

C'est le moment pour les anarchistes de ne pas se raidir sur des positions intransigeantes rejetant ce qui ne serait pas *«tout, tout de suite»* et d'accompagner sans forcer le processus vers de plus en plus d'autonomie par rapport au système dominant. C'est le moment pour les *Gilets-jaunes* de ne pas avoir peur du changement, de ne pas se réfugier dans le giron des institutions existantes, faussement rassurantes, de ne pas retourner vers l'illusion que qui ce soit d'autre qu'eux-mêmes peut les sortir du marasme. C'est une rencontre à ne pas manquer, si nous le voulons.

Annick STEVENS.
